

Service Vétérinaire-Environnement et Cadre de Vie
Place de l'Ancien-Foirail
Cité administrative
Cedex 9
32020 Auch

Auch, le 27/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL LA FERME AUX CERFS

2135 Route de Mont-de-Marsan
32460 Le Houga

Références : SVECV-2024D11130
Code AIOT : 0053201300

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2024 dans l'établissement SARL LA FERME AUX CERFS implanté 2135 Route de Mont-de-Marsan 32460 Le Houga. L'inspection a été annoncée le 26/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL LA FERME AUX CERFS
- 2135 Route de Mont-de-Marsan 32460 Le Houga
- Code AIOT : 0053201300
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La ferme aux Cerfs, située sur la commune du Houga, dans le Gers est un établissement de présentation au public de daims, cerfs, sangliers.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Suivi des animaux	Arrêté Préfectoral du 10/01/2006, article 38	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Entretien du site	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des cadavres	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet
2	Règlement intérieur	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	Sans objet
4	Registre d'élevage	Arrêté Préfectoral du 10/01/2006, article 39	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans l'ensemble, le site est bien tenu. Une vigilance doit être portée sur l'intégrité des clôtures.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des cadavres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème(s) : Élevage, Stockage et élimination des cadavres
Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. « Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774/2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée. »
Constats : Le relevé des collectes des cadavres (du 01/01/2023 au 31/01/2024) de la société Akiolis a été transmis. Les ramassages sont réguliers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Règlement intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Règlement intérieur
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.
Constats : Lors de l'inspection, les panneaux d'affichage pour les consignes de sécurité vis-à-vis du public sont en place. Sur tous les parcours, des fléchages sont en place. Lors de l'inspection, un des panneaux de "point de rassemblement" était manquant mais sur les consignes de sécurité et le plan d'évacuation ce dernier est bien matérialisé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2006, article 38
Thème(s) : Élevage, Dossier sanitaire
Prescription contrôlée : Les installations et le fonctionnement des établissements permettent de prévenir l'apparition des maladies animales et des zoonoses et, le cas échéant, d'en limiter la propagation. Les modes d'entretien et de présentation au public des animaux permettent d'assurer une surveillance optimale de leurs comportements et de leur état de santé, sans risque pour la sécurité du personnel. Les établissements sont tenus de mettre en œuvre des programmes étendus de surveillance des maladies auxquelles sont sensibles les animaux hébergés ainsi que de prophylaxie ou de traitement de ces maladies. Les établissements tiennent à jour et conservent pendant une période minimale de dix ans un dossier sanitaire tenu conformément à l'annexe 1 au présent arrêté.
Constats : Lors de l'inspection, le gérant nous a informées de l'absence de bilan sanitaire d'élevage pour l'ensemble des animaux non domestiques. Il est demandé à l'exploitant de le mettre en place rapidement. Cependant le vétérinaire sanitaire (DV MANCIET Marie-Françoise de la clinique des Pins - Villeneuve de Marsan) suit régulièrement les animaux. La prophylaxie est réalisée (08/12/2023) et les analyses sont conformes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30jours

N° 4 : Registre d'élevage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/01/2006, article 39
Thème(s) : Élevage, Registre d'élevage
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre listant tous les animaux détenus sur le site.
Constats : Le registre d'élevage a été transmis. Il est relevé des manquements comme des dates de naissance et des dates d'entrée dans les registres. Les effectifs présents sont conformes à l'autorisation d'ouverture d'établissement. Il est demandé à l'éleveur de mettre à jour correctement les registres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien du site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien infrastructures
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès. Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation. L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence. Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés.
Constats : Lors de l'inspection, de nombreuses détériorations des clôtures ont été relevées. Des affaissements importants des clôtures ont été relevés au niveau du parc des daims ainsi que la présence d'encombrants aux abords des grillages du côté du parc aux cerfs. Dans un des parcs aux sangliers, les fils électriques étaient au sol dans la boue. A de nombreux endroits, la végétation (plantes grimpantes, ronces) ainsi que des branches d'arbres prennent place sur les clôtures et les affaissent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30jours